



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
SAÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 29/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GROUPE MEAC SAS

BP 11
70700 Gy

Références : UID257090/SPR/YR/2025-0424C
Code AIOT : 0005901863

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/04/2025 dans l'établissement GROUPE MEAC SAS implanté Lieu-dit Côte de Grachaux 70700 Oiselay-et-Grachaux. L'inspection a été annoncée le 28/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GROUPE MEAC SAS
- Lieu-dit Côte de Grachaux 70700 Oiselay-et-Grachaux
- Code AIOT : 0005901863
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation du site est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 464 du 15 février 2000, pour une durée de 30 ans.

L'extraction est autorisée à un rythme moyen de 40 000 tonnes par an et 100 000 tonnes par an au maximum.

Le gisement exploité est du calcaire, afin de produire du carbonate de calcium, dans l'usine du Groupe MEAC située sur la commune de Gy.

Les matériaux abattus sont directement transportés dans l'usine de Gy, aucune installation de traitement n'est présente dans la carrière.

Les installations contrôlées sont : carreau et fronts.

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Niveaux de production	Arrêté Préfectoral du 15/02/2000, article 4	Sans objet
2	Panneaux, clôture	Arrêté Préfectoral du 15/02/2000, article 9 et 10	Sans objet
3	Épaisseur d'extraction et géométrie des fronts	Arrêté Préfectoral du 15/02/2000, article 18	Sans objet
4	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 15/02/2000, article 23 et 24	Sans objet
5	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 26.3	Sans objet
6	Surveillance des niveaux de vibration	Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 31	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que l'exploitation de la carrière était quasi nulle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Niveaux de production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2000, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Niveaux de production
Prescription contrôlée : La quantité annuelle moyenne autorisée à extraire est d'environ 40 000 tonnes. La quantité totale autorisée à extraire est de 1 155 000 tonnes environ. La production pourra atteindre 100 000 tonnes/an pour satisfaire les besoins de chantiers exceptionnels, tout en respectant une moyenne de 40 000 tonnes/an calculée sur la durée de la période considérée, telle que prévue à l'article 16 ci-après.
Constats :

<p>L'exploitation de la carrière est quasi nulle. L'exploitant a fait réalisé un tir de mine en 2023 mais le brut d'abattage est resté sur place.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il prévoyait un nouveau tir de mine cette année.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Panneaux, clôture

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2000, article 9 et 10</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Panneaux, clôture</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 9 - L'exploitant est tenu, avant la reprise de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.</p> <p>Art 10 - Préalablement à la remise en exploitation de la carrière, l'exploitant est tenu de placer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ; - des bornes de nivellement ; - une clôture solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation qui enfermera au moins la première tranche de travaux. Cette clôture ne sera interrompue qu'au niveau de l'accès par un portail qui sera fermé en dehors des périodes effectives d'exploitation ; - des pancartes placées bien en vue et laissées en place pendant toute la durée de l'exploitation signaleront l'existence de la carrière et l'interdiction formelle de pénétrer à toute personne étrangère à l'entreprise. Elles seront régulièrement espacées, à raison d'au moins un panneau par cent mètres, sur la clôture précitée, ainsi qu'au niveau du chemin d'accès. <p>Ces aménagements doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté la présence d'un panneau avec les informations requises à l'entrée de la carrière.</p> <p>Il a été constaté la présence d'une clôture, celle-ci est correctement entretenue. Des pancartes signalent la présence de la carrière.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Épaisseur d'extraction et géométrie des fronts

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2000, article 18</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Épaisseur d'extraction et géométrie des fronts</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 18.1 - L'épaisseur d'extraction maximale est de 40 mètres. Elle inclut l'épaisseur de la découverte et ne peut être atteinte qu'en fin d'exploitation à l'angle nord-est du périmètre d'extraction</p>

<p>Art 18.2 - La cote du carreau principal ne doit pas être inférieure à la cote 340 mètres NGF. Cette cote est en outre la cote guide pour toute la durée de l'autorisation.</p> <p>Art 18.3 - Les fronts doivent être constitués de gradins alternés d'au plus 15 m de hauteur unitaire.</p> <p>Art 18.4 - Une banquette d'une largeur minimale de 20 mètres doit être aménagée au pied de chaque gradin.</p> <p>Art 18.5 - Les banquettes ainsi constituées et ne présentant aucune déclivité du côté du vide, doivent progresser avec le front d'abattage et être conservées durant toute la durée de l'exploitation de la carrière.</p> <p>Toutefois, les largeurs de ces banquettes pourront être ramenées à 8 mètres aux limites du périmètre d'extraction.</p> <p>Art 18.6 - Les bords supérieurs de l'excavation sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. Ceci vaut en particulier pour le chemin forestier de défrètement jouxtant dans sa partie nord le périmètre d'autorisation.</p> <p>Toutefois, cette distance de 10 m sera portée à 40 m sur la face Est du périmètre d'autorisation qui sera sur toute cette largeur intégralement préservée. En outre, cette zone de protection ne fera l'objet d'aucun décapage, ni stockage, ni circulation.</p> <p>L'exploitation de la masse doit être arrêtée à compter des bords de la fouille, à une distance horizontale telle que, compte tenu de la nature et de l'épaisseur, tant de la masse exploitée que des terres de recouvrement, l'équilibre des terrains voisins ne soit pas compromis.</p>
<p>Constats :</p> <p>D'après le plan d'exploitation, la cote minimale de la carrière est de 342 m.</p> <p>La carrière est actuellement composée de deux fronts de taille, l'un d'une hauteur de 15 m et l'autre d'une hauteur de 10 m.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Plan d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2000, article 23 et 24</p>
<p>Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 23 - L'exploitant doit établir un plan de la carrière à une échelle adaptée à sa superficie. Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, - le bord de la fouille, - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, - les zones remises en état, - la position des éventuels éléments de surface à protéger visés à l'article 18.6 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. <p>Art 24 - Ce plan est mis à jour au moins une fois par an ; l'exploitant doit le tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>

Constats :
L'exploitant a transmis le dernier plan d'exploitation de la carrière, sa dernière mise à jour est datée du 3 décembre 2024. Le plan fait apparaître les différents éléments demandés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 26.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées par des hydrocarbures telles que les eaux de ruissellement sur l'aire de ravitaillement et de stationnement des engins de chantier doivent transiter par un dispositif débourbeur séparateur d'hydrocarbures équipé d'un obturateur automatique pour être acheminées vers un lit filtrant. Les normes de rejets dans le milieu naturel sont : - MEST (matières en suspension totale) : < 35 mg/l (norme NF T 90 105) - Hydrocarbures : < 10 mg/l (norme NF T 90 114)
Constats : Il a été constaté la présence d'une aire étanche reliée à un débourbeur deshuileur. Les eaux pluviales de ruissellement sont ensuite rejetées au milieu naturel via un puits perdu.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Surveillance des niveaux de vibration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 31
Thème(s) : Risques accidentels, Vibration
Prescription contrôlée : Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes (immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments) des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction. [...] Le respect de la valeur ci-dessus sera vérifié dès les premiers tirs réalisés sur la carrière et dans les conditions représentatives d'exploitation et, en particulier, au niveau des habitations les plus proches, puis à la demande de l'inspecteur des installations classées par campagnes périodiques. Les résultats des mesures doivent être tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Dans le cas où une campagne de mesures mettrait en évidence le dépassement de normes, une étude est alors élaborée afin de déterminer : - l'origine de ces dépassements, - les moyens à mettre en œuvre pour respecter les normes précitées.

Constats :

Lors du dernier tir de mines réalisé le 13/10/2023, une mesure de vibration a été réalisée au niveau de la construction la plus proche à environ 300 mètres de la carrière. La vitesse des vibrations mesurées était de 0.54 mm/s.

Type de suites proposées : Sans suite